



LES AIDES FINANCIERES EN USLD / EHPAD

A L'ADMISSION EN ETABLISSEMENT

APA : Allocation Personnalisée d'Autonomie (plus de 60 ans)

Si le résident est déjà bénéficiaire de l'APA, envoyer un certificat de séjour + grille AGGIR (à demander au secrétariat et médecin coordonnateur) à l'attention du Conseil Départemental de Haute-Garonne (**ou autre département**), service APA en établissement, 1 bd de la Marquette, 31090 TOULOUSE Cedex 9.

Si le résident n'est pas bénéficiaire de l'APA, se rendre auprès du Conseil Départemental ou d'une Maison des Solidarités, ou d'un CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) afin de retirer un dossier d'APA. Le remplir et le renvoyer, accompagné d'un certificat de séjour et du dossier médical APA à faire remplir par le médecin à : Conseil Départemental de Haute-Garonne, service APA en établissement - 1 bd de la Marquette 31090 TOULOUSE cedex 9.

APL : Aide Personnalisée au Logement

Se rendre auprès de la CAF (ou MSA si retraite principale) pour retirer un dossier ou le télécharger sur le site internet de la CAF.

Faire compléter par le secrétariat de l'établissement « l'attestation de résidence en foyer ».

Compléter le dossier et envoyer le tout à la CAF de Haute-Garonne au : 24 rue Pierre Paul Riquet 31046 TOULOUSE Cedex 9 ou à la MSA 61 allée de Brienne, 31064 TOULOUSE Cedex 9.

Aide Sociale à l'hébergement

Pour les résidents qui souhaiteraient déposer une demande d'aide sociale, **rendez-vous auprès du CCAS (Mairie) du lieu de domicile antérieur à l'admission en établissement** pour retirer un dossier. C'est à ce même CCAS qu'il vous faudra déposer le dossier une fois complet.

Lorsque la demande d'aide sociale est déposée au CCAS, réclamer un « Récépissé du dépôt de la demande d'aide sociale ». Une fois ce document en votre possession, **vous devez en remettre une copie au Trésor Public de Muret (si admission en USLD ou EHPAD du Centre Hospitalier de Muret)**. De cette manière, le résident sera autorisé à ne verser à l'établissement que 90% de ses ressources mensuelles en attendant la décision de la commission d'aide sociale qui siège au Conseil Départemental. Les sommes impayées durant cette période devront être acquittées par le résident si la commission refuse d'accorder l'aide sociale.